

## Le secteur industriel algérien : réalité-enjeux et perspectives

### The Algerian industrial sector: reality-issues and perspectives

HAMMACHE Souria, Maître Assistante classe A, Université Mouloud Mammeri, Algérie

ZEMIRLI Radhia, Maître Assistante classe B, Université Mouloud Mammeri, Algérie

**Received: 15/04/2017; Revised: 03/05/2017; Accepted: 30/06/2017**

**Résumé:** L'industrie de part son rôle dans la création de l'emploi et la diffusion de l'innovation constitue un vecteur important et demeure un des enjeux majeurs, notamment dans l'accroissement de la capacité de la compétitivité et le pouvoir de négociation. Néanmoins, Il est difficile d'entreprendre **dans** un contexte où la liberté d'entreprendre et la situation économique ne sont pas optimales. L'Algérie est plombée par une série de problèmes structurels et conjoncturels d'importance. Nous aborderons dans cet article les enjeux auxquels se heurte le secteur, pour une meilleure compréhension des facteurs faisant obstacle à l'éclosion des entreprises industrielles et à leur pérennité. Ainsi, nous adopterons une méthodologie descriptive avec une analyse institutionnelle de l'entrepreneuriat en Algérie, et enfin nous mettrons en avant des préconisations pour faire de l'industrie une locomotive de croissance.

**Mots clés :** Industrie algérienne, développement économique, stratégie industrielle, compétitivité, PME/PMI.

**Classification JEL :** L6, L7, P23.

**Abstract:** The industry's role in creating jobs and spreading innovation is an important driver and remains a major challenge, particularly in terms of increasing competitiveness capacity and the bargaining power of the industry. Nevertheless, it is difficult to undertake in a context where freedom of enterprise and the general economic situation are not optimal. Algeria is plagued by a series of major structural and economic issues. In this article, we will discuss the issues facing the sector, for a better understanding of the factors that hinder the emergence of their industrial enterprises and their sustainability. In order to answer these questions, we will adopt a descriptive methodology, with an institutional analysis of entrepreneurship in Algeria, and finally we will put forward recommendations to make the industry a real locomotive of growth.

**Keywords:** Algerian industry; economic development; industrial strategy; competitiveness, SME / SMI.

**Jel Classification Codes :** L6, L7, P23.

---

**Corresponding author:** HAMMACHE Souria, E-mail: hammache.soraya@yahoo.fr

## **Introduction**

L'industrie de part son rôle dans la création de l'emploi et la diffusion de l'innovation constitue un vecteur important et demeure un des enjeux majeurs, notamment dans l'accroissement de la capacité de la compétitivité et le pouvoir de négociation de la Nation en général et les entreprises en particulier<sup>1</sup>.

Néanmoins, Il est difficile d'entreprendre **dans un contexte où la liberté d'entreprendre u**

**et la situation économique générale ne sont pas optimales. L'Algérie est plombée par une série de problèmes structurels et conjoncturels d'importance** : une économie au ralenti, reposant essentiellement sur l'extraction des hydrocarbures; un chômage élevé, surtout chez les jeunes; une bureaucratie lourde au sein de laquelle on perçoit des relents de corruption...Face à ces enjeux de taille, l'entrepreneuriat dans ce pays reste alors un défis majeur.

Insignifiant durant la période coloniale alimenté progressivement par les commerçants et artisans, le secteur privé algérien va connaître une dynamique appréciable surtout dans la petite et moyenne industrie du textile, confection, cuir et agro-alimentaire tout juste après l'indépendance jusqu'en 1972-1973. Pour ensuite connaître un net ralentissement mais surtout en consolidant ses positions vers les années 1980. Après cette date, le secteur privé industriel prend assise et va se développer progressivement pour s'éclater et se libérer de manière anarchique à partir de 1990. Aujourd'hui encore le secteur peine toujours à se développer.

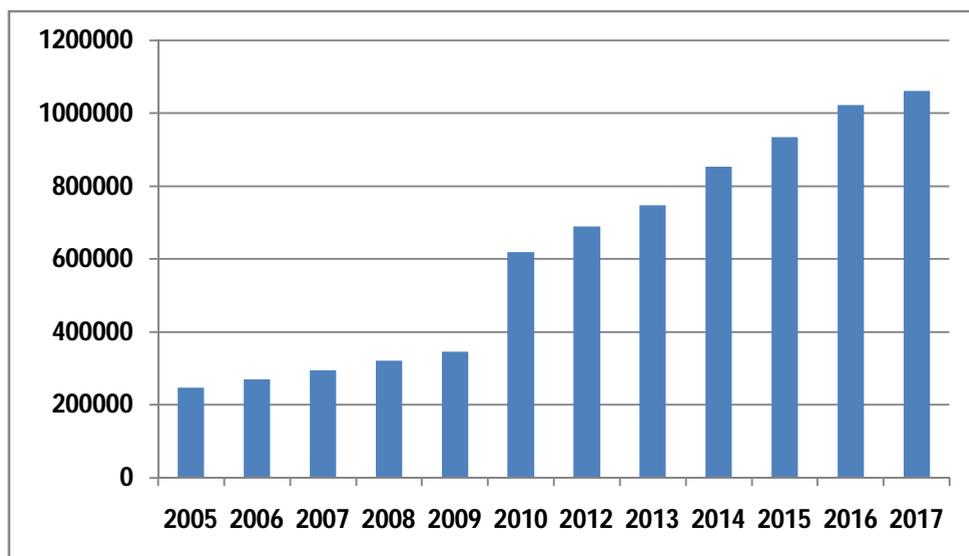
Dans ce sillage, les questions fondamentales de cet article sont : Quel est l'état des lieux du secteur industriel en Algérie ? Quels sont les enjeux et les défis auxquels il se heurte, et quelle stratégie pour la relance du secteur ? Nous tenterons dans cet article de mettre en avant un état des lieux de la question de l'industrialisation algérienne. Nous aborderons aussi les enjeux auxquels se heurte le secteur, pour une meilleure compréhension des facteurs faisant obstacle à l'éclosion des entreprises industrielles et à leur pérennité. Afin de répondre à ces interrogations, nous adopterons une méthodologie descriptive, avec une analyse institutionnelle de l'entrepreneuriat en Algérie, et enfin nous mettrons en avant des préconisation pour faire de l'industrie une vraie locomotive de croissance.

## 1. Etat des lieux des PME /PMI en Algérie

L'entreprenariat en Algérie est caractérisé par un entreprenariat de jeunes instruits. Le taux d'Activité Entrepreneuriale (TEA) de 16,7%, plus de 60% des entrepreneurs recensés ont moins de 35 ans et plus 91% d'entre eux ont un niveau d'instruction secondaire et universitaire.

Les petites et moyennes entreprises sont très importantes pour la diversification et la croissance de l'économie en Algérie, mais le secteur est peu développé. Cependant, il convient de souligner que les PME ont connu une évolution importante de leur nombre entre 2001 et 2016. Leur nombre a été multiplié par plus de dix, comme le montre le schéma ci-après, et dépasse le 1 million de PME sur le territoire national pour la première fois en 2016. Le nombre de PME créées en 2017 s'élève à 4166 entreprises.

### Schéma numéro (01) : Evolution du nombre de PME en Algérie



**Source : Conçu à partir des données du Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 30, Edition Mai 2017.**

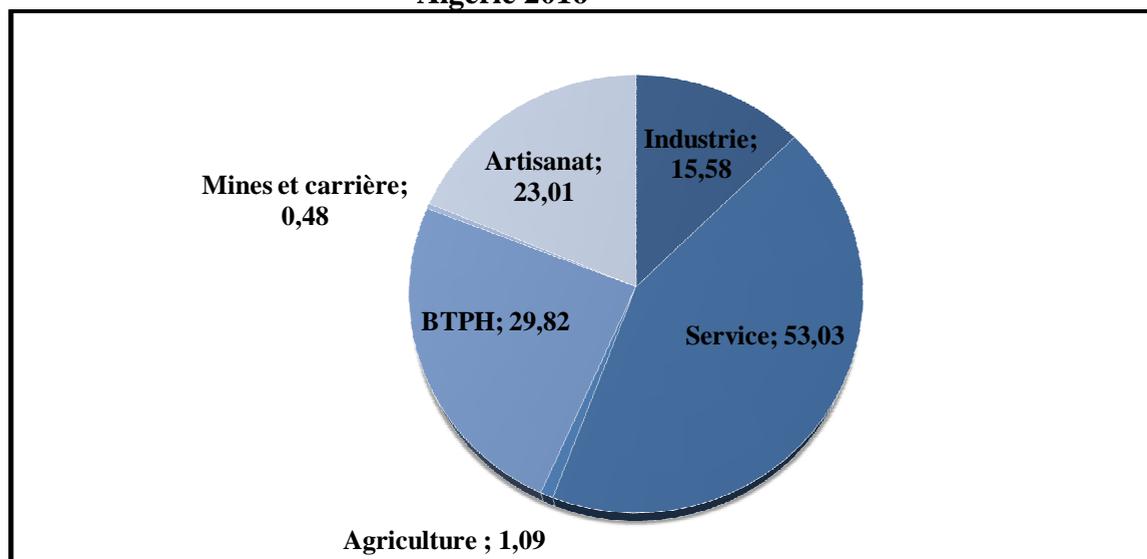
D'après le tableau 1, le nombre de PME se stabilise à 1 060 289 entreprise en 2017, 92 804 d'entre elles sont des petites et moyennes industries. Le nombre de PME qui ont déposé le bilan durant le premier semestre 2017 est de 9 941 entreprises. Les PME ont créé l'équivalent de 2 601 958 emplois.

**Tableau numéro (01) : Etat des lieux de PME/PMI algériennes en 2017**

	Nombre
<b>Population des PME</b>	<b>1 060289</b>
<b>PME créées en 1 semestre 2017</b>	<b>4 166</b>
<b>PMI privées</b>	<b>92 804</b>
<b>PME publiques</b>	<b>264</b>
<b>Cessation d'activités de PME privées</b>	<b>9 941</b>
<b>Emplois</b>	<b>2 601958</b>

**Source :** Conçu à partir des données du Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 30, Edition Mai 2017.

**Schéma numéro (02) : Répartition des PME par secteurs d'activité en Algérie 2016**



**Source :** Conçu à partir des données du Bulletin d'informations statistiques, Ministère de l'énergie et des mines n° 30, Edition novembre 2017.

Le schéma 02 nous indique la répartition des PME par secteur d'activité. Nous pouvons constater que, les services restent le secteur privilégié par les jeunes entrepreneurs, il représente à lui seul plus de 50% des PME du pays. Suivi de l'artisanat qui représente 23% du total des PME. L'industrie quant à elle ne représente qu'un poids de 15,58% ce qui indique la fragilité du secteur et son manque de développement.

**Tableau numéro (02) : Le nombre de PMI selon l'activité industrielle**

Type d'industrie	Nombre
<b>ISMME</b>	<b>14 219</b>
<b>Matériaux de construction</b>	<b>12 169</b>
<b>Chimie plastique</b>	<b>4 193</b>
<b>Industrie agroalimentaire</b>	<b>27 742</b>
<b>Industrie de textile</b>	<b>7 618</b>
<b>Industrie de cuir</b>	<b>2 149</b>
<b>Industrie du bois et de papier</b>	<b>19 478</b>
<b>Industrie divers</b>	<b>5 236</b>
<b>Total</b>	<b>92 804</b>

**Source :** Bulletin d'information de statistique de la PME Novembre 2017 :  
Disponible sur :

[http://www.mdipi.gov.dz/IMG/pdf/Bulletin PME N 31Vf.pdf](http://www.mdipi.gov.dz/IMG/pdf/Bulletin_PME_N_31Vf.pdf)

Le tableau 2 met en avant le nombre de PMI selon les activités industrielles en Algérie. Comme nous pouvons le constater, le nombre le plus important de PMI se concentre dans l'industrie agroalimentaire qui abrite 27 742 PMI, suivi de l'industrie du bois et de papier, de industries sidérurgique, métallique, mécanique et électrique et électronique "ISMMEE" et de l'industrie de matériaux de construction. Le nombre total de PMI reste encore très faible et dérisoire n'atteignant même pas les 100 000 PMI.

Vu le rôle crucial que jouent les PMI dans la dynamique de développement, celles-ci sont appelées à renforcer leur capacité pour survivre et réaliser une compétitivité continue. L'ouverture de l'économie nationale génère de nouveaux défis pour les entreprises algériennes qui devront affronter une concurrence de plus en plus vive sur le marché domestique et sur les marchés extérieurs. Les entreprises industrielles algériennes présentent une faible compétitivité même sur leur propre marché intérieur.

Cela est dû en premier à la spécialisation excessive des entreprises dans des secteurs de technologies à faible valeur ajoutée, au niveau moyen des équipements, à la situation financière difficile pour les acteurs économiques d'innover et de développer des compétences nouvelles et adéquates. Ces limites sont amplifiées, d'une part, par la lenteur des transformations de l'environnement local, et d'autre part, par le fait que les politiques industrielles mises en application en Algérie n'ont jamais eu pour but

d'articuler les cadres technologique, scientifique et commercial susceptibles de nourrir le processus industriel<sup>2</sup>.

## **2. Les caractéristiques du tissu industriel algérien**

Il est admis que le tissu industriel impose plusieurs réclamations et constatations. En premier lieu, la part du secteur de l'industrie dans la valeur ajoutée globale de l'économie nationale ne dépasse pas les 4,9%<sup>3</sup>, ainsi le secteur se situe en dernière position parmi les autres secteurs pour sa contribution à la création des richesses nationales. Une autre remarque frappante réside dans le fait que ce secteur est constitué fondamentalement par des entreprises de petite taille et sont majoritairement des entreprises privées, les grandes entreprises appartiennent au secteur public.

En termes de volume, la part des entreprises exerçant dans le secteur de l'industrie représente 15,58% de l'ensemble des PME (Figure 2). Comparées aux entreprises publiques, le secteur privé est largement dominant par le nombre mais il faut souligner que c'est les entreprises publiques qui sont importantes en matière de taille et de volume de production. Ces chiffres qui apparaissent très satisfaisant, ne reflètent en aucun cas la situation du secteur. En effet, 97,04% des exportations algériennes relèvent du secteur des hydrocarbures, le secteur industriel ne contribue qu'avec une part très marginale ne dépassant pas les 4,6%.

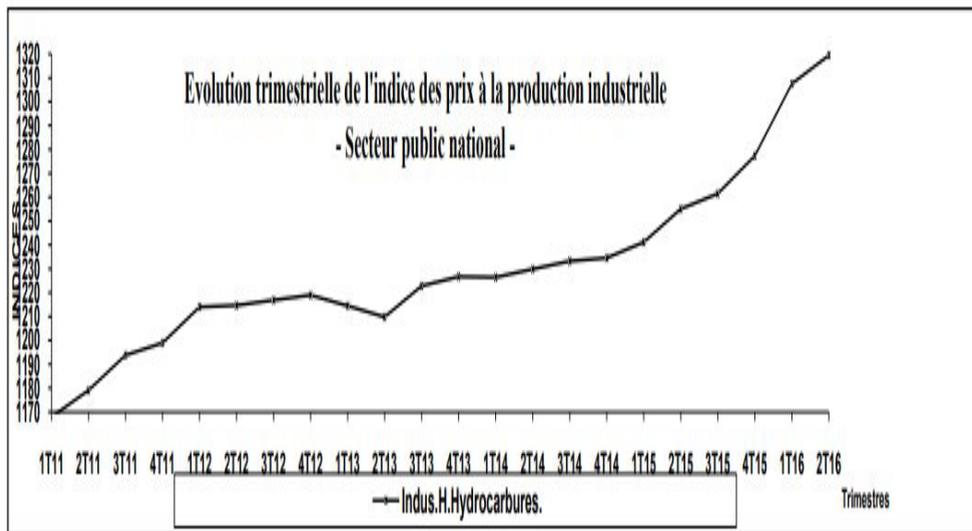
L'une des caractéristiques majeures de l'industrie algérienne est son manque de compétitivité. En effet, la production algérienne peine toujours à concurrencer les produits internationaux, ce qui constitue un obstacle sérieux aux exportations.

Le schéma ci-après présente l'évolution trimestrielle de l'indice des prix à la production industrielle dans le secteur public. L'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI) mesure l'évolution des prix à la production, départ usine, et hors marge de transport. Il couvre les industries extractives, alimentaires, chimiques, mécaniques, les industries textiles et du cuir, les industries du bois, du papier et du carton, de l'énergie, des matériaux de construction et les autres industries manufacturières. Il mesure la variation moyenne dans le temps des prix de vente obtenus par les producteurs intérieurs de biens et de services.

Comme nous pouvons le constater l'indice des prix de production industrielle en Algérie dans le secteur public à connu une hausse constante entre 2011 et 2016. Ce qui voudrait dire que les prix à la production industriels n'ont pas cessé d'augmenter ces dernières années. Cette

augmentation nuit évidemment à la compétitivité des industries algériennes puisque les prix proposés à la vente seront à leur tour très élevés. Ce constat nous pouvons le remarqué par exemple dans l'industrie automobile où les prix de production restent très élevés comparativement à la production d'autres pays comme le Maroc, du fait de la non réalisation des économies d'échelle, et de la non exploitation de la capacité de production optimale.

**Schéma numéro (03) :** Evolution trimestrielle de l'indice des prix à la production industrielle dans le secteur public



**Source :** Rapport de l'ONS 2018: <http://www.ons.dz/IMG/pdf/ippitab2t16.pdf>

En définitif, le secteur manufacturier est donc loin de constituer un moteur de croissance économique, plusieurs défis sont à relever pour pouvoir faire de ce secteur une vraie locomotive de développement et pour sortir enfin de l'indépendance aux hydrocarbures.

### 3. Les obstacles au développement du secteur industriel

Plusieurs facteurs expliquent le marasme qui caractérise l'industrie algérienne. Nous étalons ici les différentes contraintes et les obstacles au développement et à l'épanouissement de ce secteur. Il faut noter que les facteurs de blocage ont été maintes fois analysés, ils ont été souvent attribués aux nombreuses difficultés liées à l'environnement, notamment :

- Le manque de visibilité de la politique nationale en matière d'investissement ;
- Une mauvaise gestion du foncier ;
- La faible performance du système financier;
- Les retards considérables accumulés en matière d'infrastructures de base ;

- Les lenteurs des procédures administratives;
- La non disponibilité d'informations fiables concernant le marché national;
- Le poids de l'économie informelle ;
- Les dysfonctionnements du marché du travail;
- Le manque de coordination entre les divers acteurs concernés par l'investissement ;
- La conjoncture sécuritaire ;
- Le déficit de communication de notre pays à l'étranger ;
- L'Absence de culture à l'exportation ;
- La corruption et un environnement des affaires défavorable ;
- Le manque de financement de la part des banques nationales.

Toutes ces entraves sont sans aucun doute bien réelles, néanmoins les facteurs de blocage majeurs résident surtout dans les aspects suivants :<sup>4</sup>

➤ **Un environnement institutionnel défavorable**

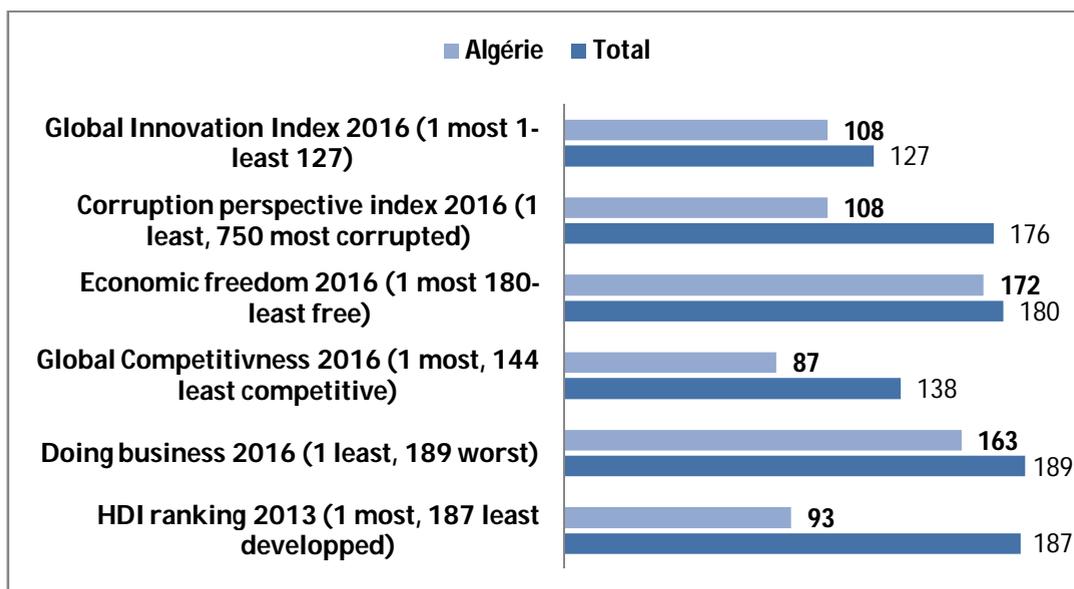
Le taux de mortalité des PME/PMI ne cesse de s'accroître d'une année à une autre. Si nous essayons de comprendre pourquoi c'est PME/PMI trouvent des difficultés à réaliser leur croissance et leur pérennité, il suffit d'observer la qualité institutionnelle et l'environnement des affaires en Algérie.

Le schéma ci-dessous illustre la détérioration de l'environnement des affaires du pays. Selon le rapport de Doing business l'Algérie est classée en 2016, à la 163<sup>ème</sup> place sur 189 pays évalués. L'Algérie est aussi loin d'être un pays innovateur et compétitif, elle décroche la place de 108<sup>ème</sup> sur 127 pays.

En outre, la liberté économique est restreinte, et la corruption est une entrave sérieuse aux investissements nationaux. En effet, la corruption qui sévit dans l'ensemble des secteurs empêche toute initiative entrepreneuriale de s'épanouir.

Face à ses défis de taille, l'Algérie devrait prendre des mesures concrètes pour améliorer le cadre général et d'exercice des jeunes entrepreneurs et des investisseurs nationaux.

**Schéma numéro (04) : L'environnement institutionnel en Algérie**



**Source:** Conçu à partir des rapports : Doing business 2016- Global Competitiveness 2016- Heritage Foundation and Wall Street Journal 2016- International Transparency 2016

L'Algérie dispose d'un climat des affaires le moins attractif pour les PME/PMI par rapport à la région Afrique du Nord et Moyen Orient. C'est au regard de la pression fiscale sur les entreprises que la différence est prononcée entre l'Algérie et les autres pays.<sup>5</sup> L'Algérie figure parmi les pays où la pression fiscale est la plus élevée avec un taux d'imposition total de 65,5% le plus important de la région MENA, comme le montre le tableau numéro 03.

**Tableau numéro (03) : Le taux d'imposition total (% du bénéfice)**

	Taux d'imposition total (% du bénéfice)	Rang
<b>Algérie</b>	<b>65,5</b>	<b>155</b>
<b>Tunisie</b>	<b>60,2</b>	<b>106</b>
<b>Maroc</b>	<b>49,3</b>	<b>41</b>
<b>UAE</b>	<b>15,9</b>	<b>01</b>
<b>Qatar</b>	<b>11,3</b>	<b>01</b>

**Source :** Conçu à partir du rapport Doing business in MENA, rapport 2017, page 147.

En effet, selon le rapport Doing business 2017, l'Algérie est classée parmi les derniers en termes de paiement de taxe, 155<sup>ème</sup> place, loin

derrière le Maroc et la Tunisie. Les deux pays exemplaires sur ce plan là sont les EAU et le Qatar.

➤ **Difficulté d'accès au foncier**

Hormis les opérateurs du secteur public, qui bénéficient d'assiettes foncières conséquentes, souvent sous-utilisées, tous les opérateurs privés considèrent que le foncier industriel est un des plus grands handicaps de la politique industrielle actuelle du gouvernement. La rareté des surfaces impose aux opérateurs d'acheter, à prix d'or, et en seconde main, les terrains nécessaires à leurs investissements<sup>6</sup>. Un grave déficit du foncier industriel est enregistré. Il bloque ainsi des milliers de projets d'investissement. La demande reste plus importante que l'offre.

➤ **L'existence du secteur informel**

La présence d'un marché informel important freine la croissance saine des entreprises du fait du manque de transparence et du « détournement » des ressources financières de l'entreprise vers l'extérieur. Il participe à la désorganisation des marchés par l'installation d'un commerce parallèle et d'une concurrence déloyale. Face à cette concurrence déloyale, et en l'absence de contrôles efficaces, beaucoup d'opérateurs nationaux se retrouvent en situation très difficile, au point de se retrouver contraints à abandonner la production et devenir importateur-commerçant<sup>7</sup>. La concurrence déloyale mène au déclin le secteur industriel qui peine toujours à devenir compétitif face à la montée d'une économie parallèle qui a tendance à paralyser l'économie réelle.

➤ **Absence de culture d'exportation**

L'entrepreneur algérien a tendance à adopter un raisonnement fallacieux qui dit « avant d'exporter il faut d'abord satisfaire le marché intérieur ». Dans un monde de plus en plus mondialisé ce raisonnement est particulièrement dangereux. Les exemples d'entreprises fortement exportatrices restent rares. Il n'existe aucune aide efficace, ni de préparation des différents acteurs (banques, douanes, ports et aéroports, etc..) à un tel processus. En outre, il faut insister sur le fait que les aides à l'exportation sont soit inopérantes soit difficiles à obtenir. Tous les opérateurs souhaitant exporter avouent avoir prospecté, exposé et commercialisé leurs produits par leurs propres moyens.

## **Conclusion**

Sur le plan général, l'Algérie n'est pas à l'abri des périls qui la guettaient en 1990 et n'a pas trouvé à ce jour la voie de sortie irréversible

---

d'une crise multidimensionnelle aigüe. Les problèmes majeurs demeurent et la crise de confiance persiste envers les institutions de l'état et leurs représentants<sup>8</sup>.

Le potentiel industriel algérien est loin d'être exploité, les contre-performances réalisées par le secteur restent manifestes. L'Algérie a plus que jamais besoin d'une stratégie industrielle globale et cohérente qui va converger l'ensemble des acteurs économiques vers un seul et unique but, celui de la relance d'un secteur industriel créateur de richesses.

Pour cela, les enjeux et les défis auxquels est confronté l'Algérie demeurent de taille. En effet, les obstacles qui entravent le secteur industriel sont nombreux, se revêtant parfois d'un caractère structurel.

Nous présenterons dans ce qui suit un certain nombre de préconisations, que nous jugeons comme conditions, siné qua non, pour le développement du secteur industriel.

Il est de la responsabilité de l'Etat d'élaborer le cadre stratégique de développement du pays et d'en conduire la mise en œuvre avec résolution. L'Etat doit également créer les conditions qui facilitent le développement et la croissance saine des entreprises en réduisant fortement l'informel, en régulant et contrôlant les marchés et en mettant en place l'ensemble des leviers de financement dans un marché des capitaux actif, la mise à niveau des entreprises, par la mise à niveau de l'appareil de formation.

En outre, il est plus qu'urgent d'améliorer l'environnement institutionnel qui a tendance à asphyxier l'économie nationale. Comme nous avons pu le constater, le climat des affaires n'est toujours pas favorable pour le développement du secteur des PME. En outre, la lourdeur fiscale est un autre facteur qui empêche l'épanouissement de l'entrepreneuriat Algérien.

Le gouvernement algérien devrait donc concentrer ses efforts dans l'amélioration du climat des affaires qui est une condition primordiale pour l'épanouissement du secteur des PME sur lequel repose l'avenir de l'économie nationale. En effet, l'amélioration de la qualité institutionnelle est une condition primordiale au développement de l'initiative entrepreneuriale.

## **Bibliographie:**

1. Anwar Sekiou, « Entrepreneuriat En Algérie Réalité et Perspective "Cas de Tlemcen" » *مجلة العمال المال إقتصاديات* مجلة JFBE.

2. Banque Mondiale. (2015), « Industrie et valeur ajouté»,<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.IND.TOT.L.ZS/countries/all?display=defaul>,consulté le 02/03/2018.
3. BOUKHDOUNI OUAHIBA, « La Nouvelle stratégie industrielle (NSI) en Algérie : réalités et perspectives », Recherches économiques et managériales – N°16 décembre 2014.
4. Laggoune. N, « Les champions nationaux en Algérie. Mythe ou réalité », [http : // www. Caré-dz.org](http://www.Caré-dz.org), 2010.
5. Sabiha HARRAR, « Le secteur industriel algérien : Analyse des facteurs de compétitivité des petites et moyennes industries. Cas de la wilaya de Tlemcen », Les cahiers du MECAS, N° 13/ Décembre 2016.
6. Bulletin d'information et de statistique, Mai 2017.
7. Bulletin d'information et de statistique, Novembre 2017.
8. Rapport Doing business 2016.
9. Rapport Global Competitvness 2016.
10. Rapport Heritage Foundation and Wall Street Journal 2016- International Transparency 2016.
11. Rapport Doing business in MENA, rapport 2017, page 147.
12. Rapport de l'ONS 2018 :  
<http://www.ons.dz/IMG/pdf/ippitab2t16.pdf>.